

## **INDECOSA-CGT - Association de consommateurs**

Date de publication : 03/12/2023 - **Associations agréées**

### **ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA DÉFENSE DES CONSOMMATEURS SALARIES-CGT**



263, rue de Paris  
93516 Montreuil Cedex  
Tél : 01 55 82 84 05

Internet : <https://indecosa.fr>

[Facebook](#), [Instagram](#)

Liste des [associations départementales](#)

E-mail : [indecosa@cgt.fr](mailto:indecosa@cgt.fr)

#### **OBJECTIFS**

Assurer et développer la protection, la formation, l'information et la défense des consommateurs et des locataires. Suivre la mise en œuvre d'actions consuméristes portant des valeurs sociales et environnementales.

#### **ORGANISATION**

Président : Christian Khalifa

Trésorière : Muriel Duenas

Bureau : Il prépare les travaux et impulse la dynamique de l'organisation sur le territoire.

Réunions chaque mois.

Conseil d'administration : 40 membres (membres fondateurs, représentants des associations départementales). Instance dirigeante de l'association, il constitue un lieu de réflexion, de propositions et de décisions. Réunions au moins trois fois par an.

Assemblée générale : une assemblée générale statutaire annuelle.

Son activité est placée sous la responsabilité de son Conseil d'administration comprenant des membres fondateurs, des représentants des associations départementales, se réunissant au moins trois fois par an, et d'un bureau se réunissant chaque mois. Elle tient son assemblée générale ordinaire tous les ans, et une assemblée générale triennale qui fixe les orientations pour la durée suivante. Elle est présente sur l'ensemble du territoire français, avec plus de 280 associations départementales, locales et d'entreprises. Chaque année, elle prend en compte et traite des milliers de litiges liés à ses domaines d'intervention.

Le siège de l'INDECOSA-CGT est situé à Paris (France), tandis que son engagement européen opère depuis Strasbourg (France).

### **Antennes locales**

L'INDECOSA-CGT est présente sur l'ensemble du territoire national, avec plus de 280 associations départementales, locales et d'entreprises.

Chaque année, des milliers de litiges sont pris en compte et traités par l'INDECOSA-CGT (litiges soulevés par ses adhérents, qu'ils soient de la CGT, ou adhérents directs de l'association).

[Adresses et téléphones sur le site.](#)

### **AGRÉMENTS - RECONNAISSANCE SPÉCIFIQUES**

Agrément association de défense des consommateurs.

Agrément pour représenter les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique depuis 2015.

Reconnaissance spécifique "Association de consommateurs" depuis 2018 renouvelée en 2022.

## **HISTORIQUE**

L'INDECOSA-CGT est née en octobre 1979 d'une volonté de la Confédération Générale du Travail de se doter de moyens nouveaux pour agir dans les domaines de la consommation, de l'environnement et du cadre de vie. Les interventions de la CGT sur les enjeux de consommation ne datent pas d'hier. Les batailles contre la vie chère sont nées avec le salariat. La Vie ouvrière du 5 octobre 1910, qui rapportait les débats des dirigeants de l'époque, fait état de la décision de la CGT de mettre en place une commission de la vie chère pour étudier la formation des prix et le processus menant de la matière première au produit final.

L'histoire de la consommation met en évidence son imbrication dans les rapports de la société. L'INDECOSA-CGT s'est donc continuellement intéressée aux liens entre consommateur et loi du marché : elle n'a cessé de remettre en cause la théorie de la liberté économique, qui, selon elle, n'a pas toujours apporté au consommateur la liberté de choisir et la baisse des prix. Ses grandes batailles des années 1980 ont porté sur la valeur des produits (campagne sur la balance Terrillon en lien avec le comité d'entreprise), la réglementation des locations (campagne pendant les vacances), la gratuité des chèques (campagne contre les chèques payants).

À la fin des années 1990 :

L'INDECOSA-CGT a défendu les consommateurs en agissant directement auprès des pouvoirs publics : pour l'adoption de la loi contre les exclusions de septembre 1998, en rendant un rapport au Conseil national de la consommation (CNC) sur la législation des loteries, en militant contre l'utilisation des éthers de glycol à usage domestique et professionnel en 1999, contre les pratiques de viandes au détergent dans l'affaire Brunet en 2001.

En 1999, l'Indecosa-cgt a organisé quatre colloques régionaux qui ont porté sur la sécurité alimentaire et particulièrement sur : le type de production agricole, la transformation des produits, la distribution, les OGM. Thématiques retravaillées lors d'un colloque européen (22, 23, 24 novembre 1999) sur "La sécurité alimentaire en débat". L'objectif étant d'approfondir et d'échanger les connaissances et d'exprimer envers les autorités nationales, européennes, mondiale les avis et exigences des consommateurs et de leurs organisations pour la préservation de la "sécurité alimentaire".

## **DOMAINES D'INTERVENTION**

En plus de ses missions statutaires et de ses mandats dans les territoires, l'Indecosa-cgt est actif dans de nombreux domaines. Parmi tous ceux-ci, nous pouvons citer les suivants.

### **Alimentation**

Défense du principe fondamental de l'accès à une alimentation saine de qualité pour tous, en toutes circonstances.

Des contrôles plus nombreux et plus efficaces à tous les niveaux de la chaîne alimentaire.

Un étiquetage précis, clair et lisible par tous les consommateurs tel que le Nutriscore, par exemple.

Une meilleure prise en compte de la précarité alimentaire.

Défense des circuits courts entre producteurs et consommateurs pour des produits de proximité.

### **Banque**

Surendettement, droit au compte, lutte contre l'exclusion bancaire, tarification des services bancaires et assurantiels,

contrôle de l'application des mesures légales sur les pratiques commerciales et des engagements professionnels des banques

et des assurances, accès aux guichets bancaires et de la Poste.

### **Économie**

Surveillance des prix et du pouvoir d'achat.

### **Energie**

Engagement pour le droit à l'énergie. Tarifications des énergies, litiges liés à la concurrence, le mixte énergétique.

### **Environnement**

Lutte pour le respect des droits sociaux et environnementaux.

Déchets domestiques, impact des produits chimiques, amélioration de la gouvernance des questions environnementales (gestions des déchets, etc.).

Implication pour la mise en œuvre réelle du développement durable.

Garantie de l'accès à l'eau.

### **Europe / International**

Vice-présidence de l'ECU (Européen Consumer Union).

Projets avec des organisations africaines de consommateurs (Sénégal, Congo Brazzaville). Inscription au Registre de Transparence de l'UE. Participations régulières aux Consultations de la Commission européenne et implication dans des projets européens.

### **Logement**

Revendication d'un logement digne pour tous.

Crédit hypothécaire, droit au logement, service public de l'habitat (production de logements publics locatifs sociaux), contrôle de l'utilisation des aides fiscales accordées au parc privé, lutte contre la vente à la découpe, urbanisme.

### **Nouvelles technologies de l'information et de la communication**

Lutte contre la fracture numérique.

### **Santé**

Promotion de l'accès à la santé égale pour tous et partout sur le territoire. Une centaine de représentants dans les commissions des usagers des établissements de santé.

Membre de la Conférence nationale de santé (CNS), l'association dispose d'un agrément "santé" depuis 2015.

Conduite de projets en promotion de la santé. Soutien à de nombreuses initiatives comme l'instauration du «Nutriscore» en Europe, la lutte contre l'obésité morbide ou l'interdiction de certains pesticides comme le "Roundup".

Mobilisation régulière contre les scandales sanitaires comme ce fut le cas avec les œufs contaminés au Fipronil en 2017.

### **Transports/Services publics**

Accès aux transports (favoriser la mobilité dans les territoires ruraux et périurbains).

Défense des services publics. Engagement pour une instance représentative des usagers et un statut pour les associations d'usagers.

## **REPRÉSENTATION AUPRÈS DES INSTANCES OFFICIELLES**

L'Indecosa-Cgt intervient dans un grand nombre d'instances où les intérêts des consommateurs sont en jeu. Au plan national, elle est membre, entre autres, du Conseil national de la consommation (CNC), du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES), du Conseil national de l'alimentation (CNA), du Conseil national des déchets (CND), du comité de coordination et de pilotage et de normalisation (CCPN). Indecosa-Cgt participe également au Haut Comité de la Qualité de Service dans les Transports et au Conseil paritaire de la publicité (CPP).

Elle entretient également des concertations avec les directions des opérateurs historiques (EDF, La Poste, Orange). Aux niveaux local et régional, elle représente les consommateurs au sein des Centres techniques régionaux de la consommation (CTRC), des conseils départementaux de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), des commissions de surendettement, du logement, de l'aménagement commercial (CDAC), de la santé, etc. Au niveau européen, elle est membre de l'association European Consumer Union (ECU) créée en novembre 2009.

Elle intervient également auprès du Système européen des paiements automatisés (SEPA). Elle participe à des initiatives organisées par le Comité économique et social européen (CESE).

## **FAITS MARQUANTS**

Depuis 2015

**2015** : journée de débat sur la contrefaçon, en présence du Sénateur Yung, président du comité national anti-contrefaçon (CNAC), et d'agents des douanes ont pu exposer les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien.

**2015** : colloque national sur l'évolution des moyens de paiements. Pour débattre de ces questions, Emmanuel Constans qui présidait le CCSF et Martine Briat du GIE carte Bancaire ont répondu positivement à ce moment d'échange. Les débats ont tourné autour des nouvelles cartes de paiement sans contact (NFC) et des nouvelles monnaies complémentaires.

**2015** : journée d'échanges sur l'agroalimentaire. Témoignages sur l'empoisonnement par des pesticides et la reprise d'entreprises par des salariés.

**2018** : 1<sup>o</sup> volet du cycle "La face cachée des produits que nous consommons", sur le thème du travail forcé et du travail des enfants. 1<sup>er</sup> colloque européen organisé par l'Indecosa-cgt, qui a réuni 150 personnes et enregistré plus de 1 000 connexions. Notre réseau de partenaires nous a permis d'y inviter des représentants d'Amnesty International, de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, du Comité Français pour la Solidarité Internationale et des députés français et européens.

**2019** : 2<sup>o</sup> volet du cycle "La face cachée des produits que nous consommons", sur le thème des liens entre changement climatique et modes de consommation. Ce colloque européen a réuni environ 230 personnes au siège de notre organisation, et plus de 2 000 connexions en ligne. De nombreux invités y ont participé : Jean Jouzel, climatologue réputé, Mathieu Colléter (Association Bloom), Isabelle Autissier (navigatrice célèbre, pour le WWF France).

**En 2019**, l'Indecosa-CGT a mené une vaste étude sur la présence de phtalates dans les produits d'intérieur, conjointement avec l'association SAUGOK SAVE de Lituanie. Cette étude a débouché sur une sévère remise en question du label industriel A+ supposé garantir l'aspect sanitaire des produits d'intérieur, ainsi que du Règlement européen REACH qui a défrayé la chronique en 2022 lors de sa refonte bloquée par les lobbies de l'industrie chimique.

**2020** : conférence de presse sur notre étude portant sur la présence des phtalates dans les produits d'intérieurs, ainsi que sur les lacunes des dispositions françaises et européennes en matière de protection sanitaire des consommateurs face à ces substances. Cette conférence faisant suite à un dossier monté en coopération avec l'association SAUGOK SAVE de Lituanie.

**2020** : engagement sur plusieurs projets européens comme le programme de lutte contre les maladies cardiovasculaires, le portage français de l'enquête sur les bio emballages (projet BIONTOP), l'initiative internationale (Europe, Asie, Afrique) sur la Transition Juste à travers la création d'un support pédagogique, engagement sur un cycle de journées d'étude à l'échelle nationale portant sur le droit à l'énergie à l'échelle européenne.

**2020** : Première publication du guide "Toutes les solutions au service de l'inclusion bancaire".

**2021** : Elaboration du Manifeste en faveur d'une meilleure inclusion bancaire des populations et des territoires cosignés par plus de 50 organisations.

**2021** : organisation du 3<sup>e</sup> volet du cycle "La face cachée des produits que nous consommons", sur le thème de l'économie circulaire à travers l'exemple de la filière textile.

**2022** : interpellation de la Présidence Française de l'Union Européenne (PFUE) pour une dotation des associations de consommateurs à hauteur des ambitions déclarées.

**2022** : réalisation d'un roman graphique sur les liens entre la consommation et le monde syndical (publication prévue pour 2023).

## **PUBLICATIONS - COMMUNICATION**

### **IN Magazine**

Revue bimestrielle sur abonnement. Il propose un grand dossier "consommation" et informe sur l'actualité nationale et locale.

### **Consum'Info**

Bulletin d'information gratuit pour les consommateurs.

Il traite de sujets comme la sécurité alimentaire, la filière bio, l'électricité, les déchets ménagers, les médicaments génériques, les nanotechnologies et les assurances.

Rubrique consommation dans le journal ENSEMBLE (tirage 650 000 exemplaires) et dans la revue des retraités "Vie Nouvelle" tous les 2 mois.

### **Site internet**

Information courante présentant l'activité de l'association et ses thèmes de préoccupation. Le site enregistre de très nombreuses visites et rend compte de notre action.

## **OUTILS PÉDAGOGIQUES**

Livret sur le surendettement, livret sur les médicaments génériques.

Guide de l'assurance, guide de l'habitat (public/privé).

Nombreuses formations disponibles : Découverte et Présentation de notre association, formations sur nos motivations d'action et formations techniques (instances et mandats).

[Être averti d'une mise à jour](#)